

Donneur, André (sous la direction de). *La reconstruction de l'Europe, 1944-1949 / The Reshaping of Europe, 1944-1949. Actes du IVe Colloque International du CIEE, Montréal, 25-27 mars 1981*. Montréal, Centre interuniversitaire d'études européennes, Numéro spécial de la revue Europa, tome 5, no 2, 1982, 216 p.

Laurent Cesari

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701867ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701867ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cesari, L. (1985). Compte rendu de [Donneur, André (sous la direction de). *La reconstruction de l'Europe, 1944-1949 / The Reshaping of Europe, 1944-1949. Actes du IVe Colloque International du CIEE, Montréal, 25-27 mars 1981*. Montréal, Centre interuniversitaire d'études européennes, Numéro spécial de la revue Europa, tome 5, no 2, 1982, 216 p.] *Études internationales*, 16(2), 450-452. <https://doi.org/10.7202/701867ar>

facteurs de rupture, l'influence synchronique entre les alliances et enfin sur l'influence diachronique sur celles-ci » (p. 53).

Les relations entre le PCF et le PS, la tendance vers l'institutionnalisation de leurs rapports et l'établissement d'un rapport de force entre-eux (le développement des appareils, mais aussi leur implantation dans la société) se trouvent au coeur de la démarche de Donneur. Comme l'auteur nous le résume parfaitement, « l'ensemble des facteurs qui président à la formation, au déroulement et à la rupture des alliances forme finalement un tout cohérent. Leur formation semble obéir à divers facteurs internes : ennemi commun, système électoral, idéologie des parties ; et externes : mouvements internationaux de partis et puissances étrangères, le rôle de l'URSS étant particulièrement important pour les alliances de gauche » (p. 70). Cette grille d'analyse est utilisée de façon éclairante dans les chapitres qui font l'histoire des différents types d'alliances entre les communistes et les socialistes français : le Front unique au début des années 1920, le Front populaire au milieu des années 1930, le Front national qui sort du deuxième conflit mondial, et l'Union de la gauche, de la période après mai-juin 1968.

L'analyse des facteurs externes de formation des alliances de l'auteur est une contribution particulièrement intéressante. Il a raison de vouloir situer les alliances de gauche dans le cadre international et plus particulièrement dans les courants internationaux auxquels appartiennent les communistes et les socialistes. Cependant, les comparaisons avec les partis frères, ou encore avec d'autres expériences d'alliances (en Espagne et au Chili), ne sont pas toujours heureuses. En effet, il s'agit de situations très différentes de celles de la France. Ces différents cas nationaux ne peuvent être utilement comparés qu'à travers une analyse historique des situations nationales beaucoup plus approfondie que celle que pouvait permettre un ouvrage portant principalement sur l'expérience française. Cette dispersion au niveau de l'analyse des situations concrètes est d'autant plus regrettable qu'il existe des aspects de l'histoire des alliances entre communistes et socialistes qui auraient mérité

d'être plus développés. Je pense, entre autres, aux forces sociales derrière les alliances et surtout à la question de la stratégie du double pouvoir du PCF. Certes l'auteur n'oublie pas d'intégrer dans son analyse ces dimensions fondamentales, mais il me semble qu'il manque à cet ouvrage une analyse plus approfondie des partis communistes et socialistes en regard avec les différentes classes sociales, les organisations de masse (surtout les syndicats, qui ne sont que trop brièvement traités), et les luttes sociales. Par exemple, il aurait été intéressant de voir quelle a été l'influence des grèves et des manifestations de masse dans la formation des alliances depuis les années 1920, ou encore le rôle joué par les nouveaux mouvements sociaux dans l'union et la désunion de la gauche, aujourd'hui.

Marc LAGANA

*Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

DONNEUR, André (sous la direction de). *La reconstruction de l'Europe, 1944-1949 / The Reshaping of Europe, 1944-1949. Actes du IV<sup>e</sup> Colloque International du CIEE, Montréal, 25-27 mars 1981*. Montréal, Centre interuniversitaire d'études européennes. Numéro spécial de la revue *Europa*, tome 5, n° 2, 1982, 216 p.

Les communications de ce colloque, tenu à Montréal en 1981, s'attachent à montrer l'existence d'une continuité dans l'histoire politique de l'Europe occidentale, avant et après la Seconde Guerre mondiale. Ch. Maier énonce la conception commune aux participants : en 1945 comme dans les années 1930, les hommes politiques doivent déterminer la place de la classe ouvrière au sein de la société, le rôle économique de l'État, le degré d'égalité sociale désirable et l'organisation des empires. La nouveauté réside en la possibilité de dégager des solutions par le compromis : les forces extrémistes, qui avaient bloqué le jeu parlementaire avant-guerre, sont à peu près neutralisées après 1945. L'Europe d'après-guerre est modérée, et, dans la mesure où l'effondrement de l'Italie et de l'Allemagne interdit à l'extrême-

me-droite tout espoir de retour au pouvoir dans un proche avenir, les intervenants au colloque se concentrent sur l'échec de l'extrême gauche et de la gauche.

Il ne faut pas exagérer l'ardeur réformatrice des gouvernements d'après-guerre: ils songent surtout à retenir les leçons keynésiennes. Les partis communistes savent que Staline a laissé l'Europe de l'Ouest aux Occidentaux, et n'estiment pas que le passage au socialisme soit à l'ordre du jour. La résistance française exilée à Londres pourfendait la bourgeoisie malthusienne, mais ne condamnait pas forcément le capitalisme. Son goût de l'action pouvait logiquement déboucher sur la simple exaltation de la croissance économique. (G. Madjarian). En Grande-Bretagne, les travaillistes se montrent hésitants dès 1945: ils ne nationalisent que les services publics ou les industries nécessitant manifestement une réorganisation, et confient l'administration des entreprises publiques à des experts et des industriels. Quant à l'État Providence, il ne se substitua jamais intégralement à la médecine ou à l'enseignement privé. (L. Minkin). Les partis les plus avancés ne sont pas forcément les plus actifs, bien au contraire: en Italie, Togliatti ne demande aucune réforme de structure, car il compte sur une longue stagnation de l'économie nationale pour détacher la petite bourgeoisie du capitalisme et l'amener vers le PCI, dont la modération doit la séduire. (G. Grant-Amyot) PCF et PCI veulent surtout conserver leurs fortes positions électorales, et conçoivent la CGT et la CGIL comme des courroies de transmission vers la base ouvrière. Ces syndicats négligent donc la satisfaction des revendications journalières, ainsi que le renforcement de leur pouvoirs face aux entrepreneurs. Ce syndicalisme très politisé favorise, après la rupture des gouvernements de coalition, la formation de syndicats anticomunistes (FO, CISL,...), et une féroce répression patronale contre les centrales procommunistes (G. Ross).

Les circonstances autorisaient-elles, d'ailleurs, une franche rupture avec le libéralisme économique? En France, Mendès-France et une partie de la SFIO (A. Philip, J. Moch), voyaient en la planification impéra-

tive une avancée vers le socialisme. Mendès désirait qu'une déflation rigoureuse assainit la monnaie avant le passage à la planification, mais de Gaulle, devant le dénuement des Français, hésitait à leur infliger cette épreuve supplémentaire. Mendès quitta donc le gouvernement en avril 1945. À l'avenir, la planification française ne serait qu'indicative. (R. Kuisel) De même, en Allemagne occidentale, un SPD point encore passé par Bad-Godesberg échoua aux élections de 1949. Sa campagne évoquait trop exclusivement les questions de politique extérieure qui, selon son chef K. Schumacher, déterminaient les possibilités d'action en Allemagne même. Or, la politique extérieure du SPD était contradictoire: il acceptait la création de la RFA, mais refusait l'intégration de celle-ci au bloc occidental. De plus, la partition du pays enlevait au parti ses bases électorales traditionnelles, situées en Allemagne de l'Est, tandis que la restauration de la vie politique à partir du niveau local, voulue par les Alliés, favorisait l'influence des notables conservateurs. Enfin, les autorités d'occupation américaines et anglaises refusaient toute socialisation de la production dans une zone, tant que l'ensemble des Allemands ne se seraient pas prononcés en faveur de nationalisations. Ils privaient ainsi le SPD d'une possibilité de propagande par l'exemple en faveur du socialisme (J.A. Maxwell).

Hostiles aux innovations économiques, les États-Unis souhaitaient du moins promouvoir, dans le cadre de la guerre froide, une nouveauté politique majeure: l'unification de l'Europe, à laquelle Grande-Bretagne et Scandinavie se montrèrent longtemps réticentes (I. Wexler). Mais le fédéralisme européen n'est pas une simple conséquence de l'affrontement soviéto-américain: l'idée du Benelux remonte à l'accord monétaire passé en 1943 par les gouvernements belge et hollandais en exil à Londres. À partir de 1947, tout comme les États-Unis, diplomates belges et hollandais prêchèrent aux Européens les abandons de souveraineté (P.H. Laurent).

L'État-nation se porte pourtant bien après la guerre: en France et en Grande-Bretagne, aucun parti ne plaide la cause régionaliste. En

Belgique, l'idée d'intégration européenne offre un dérivatif à l'agitation fédéraliste wallonne, qu'aucune formation politique ne reprend vraiment à son compte. En Italie, les compétences déléguées aux régions créées en 1948 sont sévèrement limitées. En RFA enfin, le droit fédéral brise le droit des régions : disposition qui rappelle la constitution de Weimar (S. et Ch. Gras).

Notons encore, au milieu d'une livraison surtout consacrée aux politiciens, une mise au point sur la ligne politique de Sartre et des *Temps modernes* (F. Gaillard). En conclusion, Edgar Morin évoque sa jeunesse communiste dans l'Europe en ruines. Au total : des synthèses pratiques, et une vision de la période 1945-1950 qui suscitera sans doute des émules.

Laurent CESARI

*Institut d'histoire des  
conflits internationaux, Paris*

FAURE, Edgar. *Mémoires II* : « Si tel doit être mon destin ce soir... ». Paris, Librairie Plon, 1984, 695 p.

Comme son titre l'indique, cet ouvrage de l'ancien Président du Conseil français, prend la suite du premier tome de ses « Mémoires » paru il y a deux ans chez le même éditeur et couvrant la période 1927-1954. Dans cet ouvrage – intitulé malicieusement : « Avoir toujours raison... c'est un grand tort » (cette phrase est empruntée à Turgot), Edgar Faure retraçait d'une part son enfance et ses années de formation, d'autre part son entrée dans la vie politique active sous la IV<sup>ème</sup> République et les responsabilités ministérielles qu'il occupa, y compris celle de chef du Gouvernement de la France en 1952 « pendant 40 jours, avec 40 ministres et en perdant 4 kilos... »

Le deuxième tome des « Mémoires » fauriens ou fauristes – c'est selon – est d'abord naturellement la suite de la brillante carrière politique d'un homme – avocat d'origine, puis universitaire et académicien – qui assumait les plus hautes responsabilités dans l'État. Il révèle en outre, plus nettement que dans le premier, non seulement un style mais surtout un caractère, un tempérament, bref, une person-

nalité que l'on connaissait mal et sur laquelle des jugements – souvent durs – avaient été portés un peu à la légère dans les années cinquante. Le métier politique – car Edgar sans D est un « professionnel » sans beaucoup de rivaux dans ce domaine si particulier – ne va pas sans risques, surtout en 1955, date à laquelle – pendant presque une année (un record de longévité à cette époque) – le député du Jura va diriger pour la seconde fois un gouvernement qui devra affronter les crises de la décolonisation en Afrique du Nord : Tunisie, mais essentiellement et surtout celles du Maroc – (le retour du sultan exilé) et de l'Algérie (la « guerre » éclate le 1<sup>er</sup> novembre 1954). Enfin, ce tome II constituera à coup sûr un document irremplaçable pour l'Histoire et les historiens. Bourré de notes et de références chronologiques, bien charpenté, précis rédigé par l'un des principaux acteurs de cette période troublée – à la fois si lointaine et si proche – cet ouvrage ne pourra être ignoré par les spécialistes de la vie politique française. Il a d'ailleurs obtenu le 7 février 1985 le prix Pierre-Lafue qui couronne – conformément à l'intention de son fondateur – la maîtrise de l'auteur et l'importance de sa contribution à l'histoire de notre pays.

Il n'est pas question ici – même sommairement, de rendre compte de cette monumentale étude pratiquement tout entière consacrée au Gouvernement Edgar Faure n° 2. Nous nous limiterons à mettre en relief quelques points originaux susceptibles d'éclairer les facettes multiples de l'action d'un homme, à la fois séduisant et irritant, diaboliquement intelligent mais aussi inconsolable de n'avoir pas été porté à la magistrature suprême, c'est-à-dire la présidence de la République, la Quatrième comme la Cinquième...

La première partie comble un vide oublié dans le précédent tome : elle concerne le procès de Nuremberg (1945-1946) auquel E. Faure participa pour la France en tant que procureur général adjoint, aux côtés de Paul Coste-Floret, François de Menthon, et Champetier de Ribes. « On peut imaginer, note-t-il judicieusement, Nuremberg comme une médaille dont l'une des faces, tournée vers le passé, est la damnation (thème de l'antiquité romaine),